

B U S I N E S S   S C H O O L  
**INSEEC**

PARIS • BORDEAUX • LONDON

*Lexique d'Analyse  
économique  
et sociale*

par Philippe Riutort

**LEXIQUE N° 4**

*préparat  
méthode  
réussite  
concours*

# Les Lexiques de l'INSEEC

L'accueil très enthousiaste réservé depuis trois ans aux « Mémentos de l'INSEEC » et le souci de continuer à offrir aux étudiants des classes préparatoires des outils méthodologiques dont ils ont besoin, nous conduisent cette année à compléter notre dispositif pédagogique - les « Mémentos » demeurent accessibles « en ligne » - par une nouvelle série de petits ouvrages, de même format, toujours aussi maniables : « Les Lexiques de l'INSEEC ».

Consultables au quotidien des étudiants, ces lexiques pourront accompagner utilement l'année scolaire : ce sont en effet des mots, des notions, qui structurent le programme de l'année mais c'est aussi le plus souvent sur un terme précis que se joue la réussite d'un plan de dissertation... L'idée des Lexiques s'impose dès lors que l'on prend en compte ces révisions répétées auxquelles les « DS » et les « Concours Blancs » soumettent les préparateurs. Éric Cobast a donc retrouvé l'équipe des professeurs de prépa qui ont travaillé aux « Mémentos », une équipe élargie à de nouveaux venus, tous professeurs confirmés, certains connus et reconnus, qui ont mis leur expérience au service de ce nouveau projet.

L'INSEEC souhaite ainsi contribuer à sa manière à votre succès et en mobilisant ses compétences mieux faire connaître son goût pour votre réussite.

Bonne réception et bon usage de cette nouvelle collection, avec tous nos encouragements pour cette année déterminante et passionnante à la fois.

**Catherine Lespine**

*Directrice Générale du Groupe INSEEC*

# **Lexique d'Analyse économique et sociale**

**Par Philippe Riutort**

Agrégé de sciences sociales

Professeur en lettres supérieures au lycée Henri IV à Paris.

Chercheur au Groupe d'analyse politique (Université Paris  
Ouest Nanterre La Défense)

et au laboratoire Communication et Politique (Cnrs).

# Sommaire

Changement social.....	4
Classes sociales.....	4
Commerce international.....	5
Concurrence.....	6
Crise.....	6
Croissance.....	7
Cycle économique.....	8
Démographie.....	8
Développement.....	9
Développement durable.....	9
État.....	10
État Providence.....	10
Firme Multinationale.....	11
Inflation/Déflation.....	12
Libre échange/Protectionnisme.....	13
Macroéconomie.....	14
Marché du travail.....	14
Marchés financiers.....	15
Microéconomie.....	16
Mondialisation.....	16
Policy mix.....	17
Révolution industrielle.....	18
Système monétaire international.....	18
Tertiarisation.....	19

Ce lexique n'a pas pour ambition de couvrir l'ensemble des domaines de l'économie ou de l'histoire économique et sociale, mais plutôt de fournir des éléments de réflexion et une sorte de guide méthodologique pour l'étudiant de ces disciplines. C'est dans cet esprit qu'ont été retenus quelques uns des principaux concepts et problèmes historiques ou contemporains de l'analyse économique et sociale. C'est également la raison pour laquelle le champ de définition des notions a été développé en abordant leurs implications et les controverses qu'elles recouvraient. Les définitions proposées invitent notamment à prolonger le questionnement, comme il est d'usage de le faire en dissertation, en s'aidant, par exemple, des références mobilisées.

## Changement social

La sociologie naissante s'est d'abord affirmée comme questionnement sur l'ordre social et discipline académique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle à partir de la question du changement social. Les bouleversements occasionnés par les « deux révolutions », la Révolution française et la révolution industrielle ont contribué à remettre en cause l'idée même d'un ordre social immuable reposant sur des fondements naturels. Les sociologues fondateurs se sont penchés sur les significations et les perspectives de ces mutations majeures. Parmi eux, Emile Durkheim a souligné dans *De la division du travail social* (1893) les changements induits par le passage d'une société simple reposant sur une faible division du travail (la solidarité mécanique) à une société complexe caractérisée par une complémentarité toujours plus importante des fonctions sociales (la solidarité organique) : cette évolution qui se traduit par une progression de l'individualisme s'accompagne d'un risque d'affaiblissement du sentiment d'appartenance à la société dans la mesure où la complémentarité des fonctions instaure un lien plus fragile que l'identification pleine et entière à un groupe social de petite taille (une communauté villageoise, par exemple). Max Weber a, pour sa part, insisté sur le fait que le processus de développement occidental était marqué par une rationalisation croissante gagnant l'ensemble des activités sociales (du droit à la religion, de la politique à l'économie). Cette évolution conduit à l'usage croissant de la rationalité instrumentale (à la manière du calcul moyens/fins) dans les relations sociales.

## Classes sociales

Contrairement à une légende tenace, Karl Marx, n'est pas l'« inventeur » des classes sociales. Notion très utilisée, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, par les économistes classiques notamment par David Ricardo dans sa théorie de la répartition des revenus, il revient toutefois à Marx d'en proposer une définition célèbre sous-tendue par sa vision d'un antagonisme irrémédiable entre le « capital » et le « travail », conséquence directe, selon lui, de la division du travail instaurée par l'organisation capitaliste industrielle. Selon le philosophe allemand, la place occupée dans les rapports de production définit l'élément déterminant de l'appartenance de classe (critère économique) alors que la conscience de classe (critère subjectif) détermine le fait de se considérer ou non membre d'un vaste groupe social. La thèse de Marx et ses variantes ont fait l'objet d'innombrables commentaires, critiques et débats. L'un des plus célèbres a porté sur le degré d'atténuation des conflits de classe et des

identités de classe au XX<sup>e</sup> siècle en raison notamment de la progression sensible du niveau de vie de la population (particulièrement après 1945). Le sociologue français Henri Mendras s'est rendu célèbre en défendant la thèse de la « moyennisation », affirmant que la classe moyenne avait désormais vocation à devenir hégémonique, à garantir la mobilité sociale et à estomper les clivages matériels comme symboliques entre groupes sociaux. Le sociologue français Louis Chauvel a récemment nuancé fortement cette thèse pour la période contemporaine : la moyennisation décrirait, en effet, assez bien la situation des « trente glorieuses » marquée par une amélioration notable des niveaux de vie, mais ce processus a connu un brutal coup d'arrêt à la fin des années 1970. Depuis lors, les inégalités économiques dans l'ensemble des pays développés ont progressé et certaines formes de marginalisation sociale sont réapparues (telles que l'« exclusion » ou l'essor d'un « précarariat » dans l'industrie, comme dans certains services). En conséquence, il semble difficile de parler de « fin des classes » même si la perte de consistance, notamment symbolique de certains groupes sociaux (à l'image des ouvriers), contribue à affaiblir le sentiment d'appartenance de classe dans les pays développés aujourd'hui.

## Commerce international

Au sens strict, il désigne l'ensemble des opérations d'achat et de vente de marchandises réalisés entre Etats. Il peut-être évalué par la balance commerciale qui retranscrit le volume des exportations et des importations d'un Etat durant l'année civile. Au sens large, il inclut également les transactions portant sur les « invisibles » (les services parmi lesquels les transports, l'assurance, le tourisme). Le commerce international est une caractéristique majeure de l'ouverture croissante des économies et de leur interdépendance. Il est considéré depuis 1945 comme une des principales voies de développement économique et promu par les accords et organisations internationales (le GATT puis l'OMC à partir de 1995). L'une de ses évolutions contemporaines est marquée par la place croissante occupée par les pays émergents, dont les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), qui ne se contentent plus d'exporter des produits de base (matières premières, énergie), selon le schéma du commerce interbranche (chaque Etat importerait des produits qu'il serait dans l'incapacité de produire), mais produisent désormais en grande quantité et exportent des produits finis et semi-finis (pièces détachées, biens intermédiaires) dans une logique de commerce intrabranché (les Etats importateurs et exportateurs peuvent désormais importer et exporter des produits de même nature, ce qui intensifie la concurrence sur le plan international). Une autre

caractéristique importante du commerce international contemporain est sa régionalisation croissante puisque les échanges commerciaux s'effectuent le plus souvent avec des pays géographiquement proches: cette situation favorise l'émergence d'organisations régionales telles que l'Aléna (regroupant les États-Unis, le Canada et le Mexique), le Mercosur (réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay) ou l'Union Européenne.

## Concurrence

Elle désigne une situation de marché marquée par l'impossibilité pour un individu quel qu'il soit de peser de sa seule initiative sur l'organisation du marché. Les économistes néoclassiques ont défini le modèle de marché de « concurrence pure et parfaite ». Il s'agit d'un idéal et d'une simplification de la réalité qui n'a donc pas vocation à se retrouver empiriquement observable. Les conditions sont au nombre de cinq: l'atomicité (l'existence d'une multitude d'offreurs et de demandeurs); l'homogénéité (la stricte équivalence des produits échangés); la libre entrée (à laquelle on ajoute désormais la libre sortie) du marché; la parfaite mobilité des facteurs de production (travail et capital); la transparence de l'information (permettant aux agents d'optimiser leurs calculs). La concurrence demeure toujours, en dépit des pratiques des entreprises visant souvent à la contourner pour se retrouver en position de force (de la concurrence monopolistique permettant de vendre à des prix plus élevés une partie de la production à des clients captifs aux cartels visant les producteurs à s'entendre sur les prix), un objectif économique recherché par les États à travers les réglementations: du Sherman Antitrust Act de 1890 au Clayton Antitrust Act de 1914 aux États-Unis en passant par la « concurrence libre et non faussée » fixée en tant qu'impératif en Europe dès 1957 par le traité de Rome et constamment réaffirmé par la direction de la concurrence de la Commission Européenne fustigeant, par exemple, les subventions accordées par les États à leurs entreprises nationales.

## Crise

Terme passé dans le vocabulaire courant, le terme de crise désigne primitivement le moment de retournement d'un cycle économique mettant fin à une période d'expansion et débouchant sur une récession ou une dépression. Par extrapolation, on entend également par crise une phase de longue durée marquée par une rupture avec une période précédente de prospérité économique. Les crises traditionnelles, observables notamment dans les sociétés agraires,

étaient souvent provoquées par un événement fortuit comme des guerres ou des mauvaises récoltes déclenchant une pénurie alimentaire. Les crises industrielles du XX<sup>e</sup> siècle, dont les causes sont multiples et mêlées, peuvent, à ce titre, être analysées à la manière de l'économiste Robert Boyer, fondateur de l'école de la régulation, comme des crises structurelles du capitalisme : la crise de 1929 suivant la période de prospérité des années 1920 aux Etats-Unis (les « roaring twenties ») a débouché sur une déflation importante et une progression spectaculaire du chômage dans l'ensemble des pays développés. Celle des années 1970 - déclenchée par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979- a conduit à un ralentissement considérable de la croissance dans les pays développés et à une progression de l'inflation. Les crises s'accompagnent souvent de mutations structurelles de l'économie : la crise de 1929 a favorisé un interventionnisme croissant (du New Deal à la planification de l'après 1945) alors que celle de 1973 a, au contraire, encouragé la libéralisation croissante des économies. L'avenir dira si la « crise des subprimes » intervenue en 2007 et s'étendant rapidement à l'ensemble du système économique mondial inaugure ou pas une nouvelle phase de « re-régulation » du capitalisme.

## Croissance

Selon François Perroux, la croissance désigne « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit global net en termes réels ». Autrement dit, la croissance est un phénomène de longue durée, ne pouvant ainsi se confondre avec l'expansion, et produisant des conséquences irréversibles sur l'organisation économique et la société, comme l'atteste la période des « trente glorieuses » (selon l'expression de Jean Fourastié) dans les pays développés, de l'après 1945 jusqu'au milieu des années 1970. L'objectif de progression continue de la richesse nationale est devenu une des préoccupations majeures des Etats depuis la révolution industrielle. Il s'est traduit par un renouvellement régulier de l'appareil productif (le facteur capital), un accroissement et une qualification accrue de la main-d'œuvre (le facteur travail) et un recours croissant au « progrès technique » afin d'améliorer la combinaison productive. Les analyses économiques récentes, notamment issues de la théorie de la croissance endogène de l'économiste américain Paul Romer, ont souligné l'importance des investissements de long terme en technologie ou en « capital humain » (selon l'expression de Gary Becker, c'est-à-dire en formation et qualification de la main-d'œuvre) susceptibles de dégager des rendements croissants et des externalités positives profitables, à terme, à l'ensemble du système économique.

## Cycle économique

Il s'agit de la combinaison de plusieurs phases d'activité économique se succédant invariablement : la phase d'expansion est caractérisée par une progression de la production en volume ; la crise correspond au moment de retournement de la conjoncture ; la dépression se traduit par une contraction de la production et souvent par une période de déflation ; la reprise inaugure une nouvelle période de croissance de la production. La durée des crises, leur succession et les possibilités d'endiguer les moments de dépression ont fait l'objet de nombreux débats entre économistes. On a coutume de distinguer les « cycles Kitchin » ou cycles courts d'une durée moyenne de 40 mois, liés aux variations du « climat des affaires » et principalement à la production des « cycles Juglar » ou cycles des affaires d'une durée de 10 ans en moyenne et liés aux variations de rythme de l'investissement des entreprises. Enfin, les « cycles Kondratiev » ou cycles de longue durée, d'une durée moyenne de 50 à 60 ans, caractérisés par une phase ascendante marquée par la hausse des prix, suivie d'une phase de dépression marquée par la baisse des prix résulteraient, selon l'économiste autrichien Joseph A. Schumpeter, à l'origine de la diffusion de vagues d'innovation dans l'organisation économique (phase A) jusqu'à l'épuisement de leurs effets (phase B).

## Démographie

Il s'agit d'une discipline qui étudie les caractéristiques des populations tels que l'évolution de sa structure (l'accroissement naturel mesure l'écart entre le nombre de naissances et de décès sur une année), l'importance des flux migratoires (le solde migratoire évalue la différence entre le nombre d'entrées et de sorties du territoire national durant une année), la répartition de la population par classes d'âge. Les relations entre démographie et économie ne sont pas simples et jamais mécaniques : une population « jeune » est souvent considérée comme plus dynamique et productive, mais elle tend à accroître les coûts de formation et de qualification de la population active comme le prouve l'exemple de nombreux pays en développement. Le vieillissement de la population qui caractérise les pays développés aujourd'hui ne signifie pas nécessairement un ralentissement de la consommation finale des ménages (dans la mesure où les personnes du troisième et du quatrième âges peuvent conserver un niveau élevé de consommation tout en faisant évoluer sa structure au cours du temps) mais il se traduit par un accroissement préoccupant des dépenses de santé et de retraites et, par conséquent, inéluctablement par une progression du poids des prélèvements obligatoires.

## Développement

Il est défini, dans les années 1960, par François Perroux comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ». Il s'agit par conséquent d'un phénomène de longue durée et d'ordre qualitatif, induisant une transformation des modes de vie, ne pouvant ainsi être confondu avec la croissance, phénomène d'ordre essentiellement quantitatif. Le PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement) souligne, parmi les facteurs favorables au développement, l'accroissement significatif de la productivité susceptible d'engendrer un processus d'accumulation indispensable pour l'investissement industriel ainsi que sa durabilité afin de ne pas compromettre, pour des résultats immédiats, le développement futur. Des analystes critiques, parmi lesquels Gilbert Rist, auteur du *Développement. Histoire d'une croyance occidentale* (1996), ont toutefois critiqué la notion même de développement pour son évolutionnisme et son ethnocentrisme. Il reviendrait ainsi à prendre pour norme et à importer sans discussion le modèle de croissance et de développement occidental, tel qu'il a pu s'instaurer, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à partir de la première révolution industrielle.

## Développement durable

Cette notion traduite de « sustainable development », littéralement « développement soutenable », a été proposée par la CNUCED en 1987, à la suite du rapport Brundtland. Il s'agit selon ce dernier d'atteindre un niveau de développement qui « réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Parmi les objectifs à atteindre figurent la nécessaire maîtrise démographique, la satisfaction des besoins vitaux de la population et la conciliation de la croissance avec le respect de la protection de l'environnement, notamment des ressources naturelles. Il s'agit ainsi de promouvoir une égalité intergénérationnelle dans la mesure où le développement présent ne doit pas menacer celui des générations futures. Cette conception du développement économique a été promue par les organisations internationales puisque la protection de l'environnement est érigée en « bien public mondial », c'est-à-dire une ressource, bien ou service bénéficiant à tous, dont l'exploitation ou la préservation peuvent justifier une action collective internationale. Dans cet esprit, la conférence de Rio en 1992 a assigné des objectifs définis par l'agenda 21. L'adoption du protocole de Kyoto en 1997 instaure des quotas d'émission de CO<sub>2</sub> mais les Etats-Unis comme les pays en

développement restent à l'écart de ces dispositifs. Le développement durable fait l'objet de nombreux débats portant aussi bien sur ses finalités que sur ses moyens : les économistes néo-classiques estiment que l'émission d'un marché des droits à polluer peut suffire à limiter les externalités négatives produites par la pollution. A l'opposé, d'autres économistes, plus critiques, estiment que le développement durable constitue une hypocrisie masquant mal les intérêts actuels des puissances occidentales et plaident pour une « décroissance ».

### État

Le rôle que l'Etat doit exercer dans l'économie est loin de faire l'objet d'un consensus dans la théorie économique. Les thèses classiques et encore davantage néo-classiques ont affirmé le primat de la régulation marchande sur la régulation administrée. Dans cette perspective, toute intervention publique présente le défaut de perturber le fonctionnement du marché et de nuire à la mise en œuvre du raisonnement des agents économiques. Par conséquent, les économistes se réclamant du libéralisme économique ont préconisé, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'avènement d'un Etat Gendarme se contentant d'exercer des fonctions régaliennes (armée, police, diplomatie). En raison de l'ampleur des conséquences sociales induites par l'industrialisation et de l'affaiblissement des institutions traditionnelles (famille élargie, religion, communauté villageoise), l'Etat a progressivement investi un rôle économique et social en tant qu'arbitre (notamment entre les représentants du travail et du capital), régulateur (en fixant des réglementations du travail à la délivrance de licences aux opérateurs de téléphonie mobile), parfois producteur (en nationalisant certaines activités jugées d'intérêt national, comme, par exemple, les industries d'armement) et redistributeur (par la fiscalité et la mise en place d'un Etat-Providence). La croissance régulière des taux de prélèvements obligatoires (impôts, taxes et prélèvements sociaux perçus par les administrations publiques) dans les pays développés au cours du XX<sup>e</sup> siècle illustre bien l'accroissement des fonctions exercées par les pouvoirs publics. Certaines théories économiques contemporaines, pourtant d'inspiration néoclassique, comme la théorie de la croissance endogène ont souligné la nécessité de l'intervention publique dans l'économie afin d'assurer des dépenses stratégiques, comme la dotation en infrastructures, l'éducation ou la haute technologie, afin d'atteindre à terme un niveau soutenu de croissance.

### État Providence

Terme initialement péjoratif postulant une déresponsabilisation des individus au regard de l'interventionnisme étatique. En réalité, l'affirmation de

la nécessité de mise en place d'une couverture des risques économiques et sociaux (maladie, maternité, vieillissement, chômage) est contemporaine de l'industrialisation massive du XIX<sup>e</sup> siècle et s'est étendue au cours du XX<sup>e</sup> siècle. A l'origine, on a distingué en Europe un modèle « bismarckien » (inspiré des lois portant sur les « assurances sociales » adoptées dans les années 1880 par le chancelier allemand Bismarck) fondé sur les assurances sociales et couvrant principalement les salariés cotisants du modèle « beveridgien » (découlant de l'adoption du rapport Beveridge de 1942 initiateur du Welfare State britannique) étendu à l'ensemble des citoyens et financé principalement par impôt. On a coutume de dire que le « modèle français » de Sécurité Sociale instauré en 1945 visait à atteindre des objectifs beveridgiens (la couverture de l'ensemble de la population) par des moyens bismarckiens (un financement reposant sur des cotisations sociales et valorisant l'insertion professionnelle). Le sociologue danois Gösta Esping-Andersen a proposé dans *Les trois mondes de l'Etat-Providence* (1990) une distinction entre trois modèles contemporains : le modèle « libéral » ou « résiduel » recouvre les pays anglo-saxons (et particulièrement les Etats-Unis) reconnaît une prépondérance à la régulation marchande (notamment au marché du travail, ce qui conduit à préconiser des politiques de *workfare*) et instaure un filet de sécurité minimal (à la manière de Medicaid et Medicare aux Etats-Unis); le modèle « corporatiste - conservateur » recouvre en partie les régimes bismarckiens comme l'Allemagne ou la France qui fondent la couverture sociale sur le travail et privilégient la redistribution horizontale (la couverture des risques de l'existence et le maintien d'un niveau de vie « acceptable » en cas d'avènement du risque) sur la redistribution verticale (la réduction des inégalités entre groupes économiques et sociaux); le « modèle scandinave » est caractérisé par un haut niveau de protection sociale conjugué parfois avec un marché du travail dynamique (à la manière de la « flexisécurité » danoise alliant flexibilité du marché à la sécurisation des parcours professionnels et une indemnisation importante du chômage) et un souci de réduction des inégalités sociales afin de favoriser l'émergence d'une « moyennisation » de la société.

## Firme Multinationale

Au sens large, les FMN regroupent les entreprises qui possèdent au moins une unité de production à l'étranger. Cette définition recouvre néanmoins des réalités de nature fort différente, de l'entreprise de petite taille (PME) créant une filiale dans un pays limitrophe au groupe de taille planétaire présent sur les différents concurrents (Coca Cola, Apple ). L'évolution contemporaine du

commerce international est marquée par l'ascension des Firmes transnationales, mettant en œuvre leur activité productive en arbitrant généralement entre plusieurs sites localisés dans des Etats différents. Elles deviennent les principaux acteurs de la DIPP (Décomposition internationale du processus productif) qui conduit les entreprises « globales », de taille mondiale, à diviser leurs tâches productives en les faisant systématiquement réaliser au sein de l'Etat qui leur procure le plus grand avantage. Ce processus est une des raisons de l'essor contemporain des flux d'IDE (Investissements directs à l'étranger) qui reviennent à créer des filiales relais (afin de s'assurer de nouveaux débouchés par la conquête de marchés) ou atelier (afin de s'assurer les coûts de production les plus bas et améliorer leur compétitivité-prix) et/ou prendre des participations dans des entreprises étrangères existantes (à hauteur d'au moins 10 % de leur capital). La « nouvelle théorie du commerce international » élaborée par l'économiste américain Paul Krugman souligne le rôle majeur exercé désormais par les FMN dans l'économie mondiale, en s'affranchissant des règles étatiques, afin de bénéficier des externalités positives de leur environnement économique, même si, à partir de bien des indices (composition du Conseil d'Administration, circulation des flux financiers), elles demeurent fortement reliées à leur pays d'origine.

## Inflation/Déflation

L'inflation définit un processus durable de hausse cumulative du niveau général des prix. L'inflation est souvent considérée comme l'un des principaux phénomènes économiques du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, alors que les périodes de crise au XIX<sup>e</sup> siècle avaient été caractérisées par des mouvements de baisse de prix, au XX<sup>e</sup> siècle, l'inflation a accompagné les crises et les guerres. Considérée comme un problème secondaire par la théorie keynésienne et généralement comme la contrepartie du plein-emploi, l'inflation présentait même de nombreuses vertus en allégeant le coût du crédit, en assurant une certaine « paix sociale » (en garantissant une progression régulière des salaires nominaux). C'est véritablement à partir des deux chocs pétroliers des années 1970 et l'inflation importée résultant de l'augmentation soudaine du prix des matières premières (débouchant sur la spirale prix- salaires en raison de l'indexation des salaires sur les prix) que l'inflation va devenir un mal à combattre. Le chef de file de l'école de Chicago, Milton Friedman sera en tant que théoricien du monétarisme, l'un des pourfendeurs les plus célèbres de l'inflation. Désormais, l'adoption de politiques économiques anti inflationnistes (comme la désinflation compétitive adoptée en France, à partir de 1983) devient une

priorité occidentale, et plus particulièrement européenne ainsi qu'en témoigne les objectifs assignés à la BCE (Banque Centrale Européenne) visant à la garantie de la stabilité des prix et implicitement à l'instauration d'un taux de change d'équilibre avec le dollar. La déflation qui se caractérise par une baisse du niveau général des prix et a été observée durant la crise de 1929 semble être devenu un phénomène plus rare dans les pays développés. Pourtant, le Japon a pu connaître un cycle déflationniste dans la décennie 1990 et la crise économique et financière de 2008 a contraint les gouvernements occidentaux à agir (en proposant divers plans de relance de l'économie) afin de conjurer le spectre de la déflation.

## Libre échange/Protectionnisme

Le libre échange définit les politiques commerciales visant à réduire l'ensemble des obstacles à libre circulation des biens et des services entre Etats. L'économiste classique David Ricardo a défendu, par la théorie des avantages comparatifs selon laquelle le pays qui dégagait les coûts de production les plus faibles devait produire le bien et les autres pays l'importer et en produire d'autres, l'idée même de spécialisation internationale en raison de la complémentarité des échanges de biens et services entre Etats. La conception de Ricardo correspond à un moment où le commerce interbranche est prédominant dans les échanges internationaux. La thèse du libre échange a cependant eu du mal à s'imposer : alors que l'Angleterre était la première puissance économique mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle, elle a attendu 1860 pour signer un traité de libre échange avec la France. A partir de 1945, la thèse du libre-échange est portée par un contexte économique et politique favorable avec la condamnation du protectionnisme des années 1930, tenu pour responsable du bellicisme et de la longue dépression de la décennie. Pourtant, le protectionnisme n'a pas disparu : il reste présent dans des secteurs économiques jugés stratégiques (de l'agriculture à la culture pour les pays développés), se présente parfois sous des formes plus ou moins déguisées (avec l'adoption de clauses environnementales, techniques ). En outre, le multilatéralisme promu par le GATT, puis l'OMC se heurte au *bargaining* (pouvoir de négociation et souvent d'intimidation) des grandes puissances susceptibles, à l'instar des Etats-Unis, de menacer des pays qui résisteraient à leur volonté de leur fermer en retour leur marché intérieur. Le débat reste ouvert notamment à l'OMC sur la nécessité d'étendre le libre échange à l'ensemble des biens et des services au Nord comme au Sud : les pays du Nord se plaignent souvent de la « concurrence déloyale » exercée par les pays du Sud aux coûts de production

structurellement bas (et responsables de vagues de délocalisations) alors que les pays du Sud reprochent aux pays du Nord de leur fermer leurs marchés, notamment agricoles. En outre, certains principes, comme celui de précaution pour les enjeux sanitaires et environnementaux vient directement se heurter à celui de la liberté commerciale et crée de nombreuses tensions, notamment entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, au sein de l'OMC.

## Macroéconomie

Il s'agit d'une approche théorique qui se consacre à l'étude du fonctionnement global de l'économie, le plus souvent à partir du cadre national. Les indicateurs privilégiés sont les agrégats caractéristiques de l'économie du pays comme le produit national (PIB ou PNB), le revenu national, la consommation finale et le taux d'épargne des ménages, le taux d'investissement des entreprises. C'est particulièrement avec John Maynard Keynes, à partir des années 1930, que la macroéconomie va connaître un développement considérable et concurrencer la microéconomie. Partisan de la théorie du « no bridge », Keynes soutient, à l'encontre des néoclassiques, qu'il n'existe pas de « pont » entre la théorie micro et macroéconomique, autrement dit que le raisonnement microéconomique n'est pas valide en macroéconomie. A partir de cette proposition, Keynes récuse, dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), l'explication néoclassique du marché du travail en soutenant que le sous-emploi peut être une situation durable et non conjoncturelle. La baisse des salaires ne fait, selon lui, qu'aggraver la situation et ne conduit pas, contrairement à la thèse néoclassique, au retour à l'équilibre. Des analyses contemporaines, souvent conduites par des économistes néokeynésiens, ont tenté de mettre en évidence les « fondements microéconomiques de la macroéconomie » en cherchant à expliquer les problèmes d'ordre macroéconomique (le chômage, l'inflation) par l'imperfection des marchés et l'existence de rigidités résultant directement des comportements stratégiques des agents.

## Marché du travail

Cette notion vise à rendre compte de la rencontre sur un marché de l'offre de travail (constituée par les actifs à la recherche d'un emploi) et d'une demande de travail (émanant des entreprises ayant des besoins de main-d'œuvre). Le « marché du travail », proprement dit, n'est véritablement apparu qu'à partir du moment où la sphère économique s'est « désencastrée » (pour reprendre la formule de l'économiste hongrois Karl Polanyi), à compter du XIX<sup>e</sup> siècle, du

social (c'était encore le cas sous l'Ancien Régime, en France, avec le système des corporations). Les économistes classiques, puis néo-classiques ont mis l'accent sur l'existence d'un équilibre durable sur le marché du travail en raison du fonctionnement de la « loi de l'offre et de la demande » assurant l'équilibre grâce à la flexibilité des mouvements de prix. Selon ces analyses, l'existence d'un chômage durable, généralement qualifié de structurel, résulterait principalement d'une rigidité du prix du travail, notamment à la baisse, et d'une réglementation excessive du travail qui nuirait à l'embauche. D'autres courants économiques, comme la « nouvelle microéconomie du marché du travail », ont souligné que le maintien de « rigidités » pouvait découler des stratégies des acteurs eux-mêmes : les firmes, préoccupées, de conserver des salariés à forte productivité proposeraient des salaires élevés afin d'attirer à elles les meilleurs éléments. L'analyse keynésienne s'inscrit en faux contre l'idée même d'équilibre : la coïncidence entre offre et demande de travail semble hypothétique à Keynes et surtout la demande de travail dépendrait directement, selon lui, de la demande effective adressée aux entreprises, donc du niveau de l'activité économique et non pas véritablement du prix du travail.

## Marchés financiers

Ils constituent avec les banques l'un des principaux modes de financement de l'économie. Le financement des activités économiques par les marchés financiers est appelé « finance directe » par opposition au « financement intermédié » qui désigne le financement bancaire. L'économiste anglais John Hicks a distingué les « économies de marché financier » caractérisées par la prédominance de la finance directe (c'est le cas des économies anglo-saxonnes) des « économies d'endettement » (comme l'Allemagne ou le Japon) privilégiant le recours à l'intermédiation bancaire et le financement par la création monétaire. La France a entrepris, à partir des années 1980, une évolution majeure en se convertissant progressivement à l'économie de marchés financiers en adoptant la « règle des 3 D » : déréglementation (ouverture du marché monétaire à une multiplicité d'agents, libéralisation de l'activité bancaire), décloisonnement (unification du cadre réglementaire régissant les activités de banque et d'assurance), désintermédiation (l'apparition de nouveaux marchés financiers comme le « second marché » en 1983, le MATIF en 1986 et le MONEP en 1987 et de nouveaux produits financiers caractérisés par leur souplesse comme les OPCVM ou les Fonds Communs de Placement). La financiarisation croissante de l'économie au plan national, comme international, a permis d'améliorer la mobilisation de l'épargne, a favorisé la progression des taux d'intérêt réels

mais également l'instabilité des économies en raison de la multiplication des « crises systémiques » (selon l'expression de Michel Aglietta) d'origine financière, comme la crise asiatique de la fin des années 1990.

## Microéconomie

Il s'agit d'une approche théorique qui privilégie en science économique l'individualisme méthodologique, c'est-à-dire l'hypothèse d'individus rationnels maximisant sous contrainte leur comportement : le producteur cherche ainsi à maximiser son niveau de profit alors que le consommateur vise à atteindre le degré maximal d'utilité (donc de satisfaction éprouvée) dans l'usage des biens et services. La microéconomie centre son analyse sur le fonctionnement des marchés et particulièrement sur la formation de l'équilibre partiel (lorsqu'un marché est étudié isolément en faisant l'hypothèse que d'autres marchés n'interfèrent pas sur la formation des prix et les volumes échangés, selon le raisonnement dit « toutes choses égales par ailleurs ») ou de l'équilibre général (visant, conformément à la démarche de Léon Walras, à étudier simultanément la formation de l'équilibre sur les marchés du travail, des biens et du capital). Le courant néoclassique, quoique divers, apparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle va contribuer à formaliser la science économique en utilisant de nombreux modèles et privilégier le raisonnement déductif afin de rapprocher cette discipline des « sciences dures » comme la physique, par exemple, susceptibles de dégager des lois générales de comportement, à la manière de la « loi de l'offre et de la demande » affirmant que l'offre est croissante et la demande décroissante sur un marché par rapport au prix. Des analyses plus récentes relevant de la « nouvelle microéconomie » ont pris quelques distances envers l'approche jusqu'alors dominante en abandonnant l'hypothèse d'information parfaite détenue par les agents économiques lors de l'échange et en insistant sur la multiplicité des problèmes occasionnés par la coordination des actions isolées sur un marché pouvant déboucher sur des résultats sous optimaux.

## Mondialisation

Terme particulièrement imprécis, à hauteur du succès qu'il remporte désormais, à manier avec prudence, notamment en raison de son caractère polysémique. La mondialisation désigne un processus historique de longue durée qui s'est traduit par une interdépendance croissante des espaces économiques, politiques et culturels et se confond assez largement avec l'expansion du capitalisme commercial dès le Moyen Âge, ainsi que l'avait analysé l'historien

Fernand Braudel. Cette interdépendance n'a cessé de s'accroître avec les révolutions industrielles, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'instauration de relations de dépendances entre les puissances européennes et leurs colonies. La politiste américaine Suzanne Berger a ainsi pu parler de « première mondialisation » pour désigner la période 1870-1914 qui s'était déjà traduit par un développement fulgurant du capitalisme hors d'Europe, un essor impressionnant des flux migratoires et une certaine financiarisation de l'économie. La phase actuelle, amorcée dès les années 1960, avec la décolonisation, intensifiée à partir des années 1980 avec les processus de dérégulation financière et d'internationalisation des processus productifs, constitue certainement une nouvelle étape majeure conduisant à la « globalisation » des économies et des sociétés de l'ensemble des continents. Cette globalisation est analysée par la sociologue Saskia Sassen comme une intrication et une interconnexion des différents espaces (locaux, nationaux, internationaux) transformés durablement par leur mise en contact, à l'image des « villes globales » (Londres, New York mais aussi Dubaï) érigées en plateformes du capitalisme multinational et se séparant progressivement de l'espace national dans lequel ils s'inscrivent à l'origine.

## Policy mix

En macroéconomie, le policy-mix (expression anglaise) désigne la combinaison des politiques économiques conjoncturelles budgétaire et monétaire afin d'atteindre des objectifs précis en terme d'emploi, d'équilibre extérieur, d'inflation et de croissance. Il est permis de distinguer un Policy mix d'inspiration keynésienne d'un Policy mix d'inspiration monétariste. Le premier vise principalement à obtenir un taux de croissance élevé pour garantir le plein emploi des facteurs de production : il accorde la priorité à la politique budgétaire (en recourant notamment à la progression des dépenses publiques et à un déficit public momentané) sur la politique monétaire (qui doit se faire « accommodante », en réduisant les taux d'intérêt afin de faciliter le crédit susceptible de favoriser l'investissement). Le second accorde la priorité absolue à la lutte contre l'inflation, jugée responsable de la désorganisation de l'économie : il met au premier plan la politique monétaire (dite restrictive, afin de briser les anticipations inflationnistes) qui doit privilégier, du moins dans un premier temps, la remontée des taux d'intérêt et ensuite la politique budgétaire qui doit tendre vers la neutralité (les réductions des dépenses publiques et corrélativement du déficit public sont anti inflationnistes). L'Union Européenne s'est clairement orientée, à compter des années 1980, et, dans les années 1990,

avec l'adoption des critères de convergence (notamment la limitation des déficits publics et de la dette publique) vers des objectifs monétaristes en cherchant à affirmer la « crédibilité » de l'euro sur les marchés financiers, même si ces impératifs ont, de fait, été écartés à partir de 2008 en raison des répercussions de la « crise des subprimes ». Ces objectifs tranchent avec ceux de la politique économique des Etats-Unis mettant l'accent sur un pragmatisme tant budgétaire (laissant filer le déficit en période de récession) que monétaire (n'hésitant pas à encourager la baisse du dollar en cas de creusement des déficits extérieurs ou de ralentissement de la croissance).

## Révolution industrielle

Elle définit l'ampleur du basculement qui a saisi les économies traditionnelles européennes plongées dans une ère nouvelle, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La première révolution industrielle initiée en Angleterre vers 1760 correspond à une période d'intenses inventions (la machine à vapeur, la machine à filer), de développement de la classe des « entrepreneurs » détrônant les rentiers et de progression de la division du travail dans la production, comme Adam Smith en a rendu compte en prenant l'exemple de la « manufacture d'épingles » dans « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » en 1776. La deuxième révolution industrielle apparaît près d'un siècle plus tard, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle: elle est marquée par la révolution des transports (particulièrement du chemin de fer) et le développement de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie). Les nouvelles activités industrielles requièrent une mobilisation croissante de la main-d'œuvre (qui encourage l'apparition des grandes usines comme la formation des villes industrielles) ainsi que du capital (en raison de l'importance des biens d'équipement et de l'extension de la taille des marchés). La troisième révolution industrielle désigne les mutations contemporaines de l'économie intervenues depuis la fin des années 1970 et l'apparition de nouveaux secteurs comme les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), ainsi que les développements de l'informatique et de la santé, requérant des technologies de pointe et une main-d'œuvre très qualifiée.

## Système monétaire international

Le SMI désigne l'ensemble des règles, des institutions, des accords et des pratiques qui organisent les modalités de règlement des opérations internationales portant sur les biens, les services et les capitaux. L'accroissement des échanges

économiques a rendu nécessaire la formalisation de règles entre Etats sur le plan monétaire garantissant la pérennité de la valeur des différentes devises (les taux de change) ainsi que des dispositifs de soutien en cas de crise de paiement d'un Etat ou de crise monétaire et financière. Au XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des SMI ont été reliés à l'or, faisant figure de valeur refuge (Gold Bullion Standard) jusqu'à l'adoption des accords de Bretton Woods en 1944 qui se traduisent en réalité, en dépit d'un rattachement virtuel à l'or, par l'adoption d'un système d'« étalon dollar ». Après bien des vicissitudes, ce système finit par être abandonné unilatéralement par les Etats-Unis qui renoncent officiellement, en août 1971, à la convertibilité du dollar en or. Depuis, ce moment le monde vit sous le régime des « changes flottants » (ce qui signifie que les marchés des changes sont censés définir librement la valeur des monnaies sans que les Etats n'aient de parité à défendre). Cette situation, jointe à l'adoption de la liberté de circulation des capitaux, étendue progressivement à partir des années 1980, a fini par être synonyme de désordres monétaires et financiers dont témoignent aussi bien les variations du cours du dollar sur trois décennies que la multiplication des crises de change « régionales » (crises asiatique, russe, argentine ). Face à cette situation, la coordination entre Etats n'a cessé de s'affirmer, ainsi qu'en témoigne l'instauration de rendez-vous réguliers entre les principales places économiques et financières mondiales et son élargissement progressif (le G5 puis G8 devenu G20 en y associant les puissances émergentes) fixant des objectifs en termes de taux de change d'équilibre entre devises clé. La crise financière puis économique de 2008 contribue à reposer le problème de l'éventuelle refonte du SMI, ainsi que l'illustre l'accroissement du rôle conféré au Fonds Monétaire International dans la gestion de la crise.

## Tertiarisation

Ordinairement, les activités économiques sont classées en trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire. L'économiste Colin Clark a pu distinguer, à la fin des années 1930, les activités primaires (agriculture, pêche) désignant les activités extractives ; le secteur secondaire qui regroupe les industries manufacturières auxquelles on ajoute aujourd'hui le bâtiment et les travaux publics et enfin le secteur tertiaire qui rassemble les services et le commerce (les activités immatérielles). Le phénomène de tertiarisation désigne l'accroissement de la part du secteur tertiaire dans l'économie des pays développés (en France, il représente les  $\frac{3}{4}$  de l'emploi total et presque autant du PIB). Le phénomène est encore plus marqué pour les pays anglo-saxons et scandinaves. L'évolution de la structure de consommation des ménages explique en

partie la progression du tertiaire puisque les postes santé, éducation, loisirs, culture occupent une place croissante du budget des ménages. De même, la demande des entreprises se tourne davantage vers les diverses activités de service (conseil, marketing mais aussi nettoyage, gardiennage, restauration) en raison de la progression de l'externalisation et de la montée en puissance du « tertiaire supérieur » particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies (recherche et développement, service après-vente). Un débat important a porté sur la mesure de la productivité dans le secteur tertiaire et ses incidences sur l'emploi : la mesure des gains de productivité est moins aisée à effectuer dans les services que dans l'industrie (dans la mesure où ses effets sont souvent davantage qualitatifs que quantitatifs et rarement immédiats). Les services sont également affectés par les mesures de rationalisation de la production conduisant à la suppression de nombreux métiers d'exécution et au développement de la flexibilité des postes de travail (grande distribution, restauration rapide...).

# BCE - CONCOURS 2010

## Les épreuves écrites

L'INSEEC utilise les épreuves de la BCE-CCIP selon la grille ci-dessous.

Choix des épreuves écrites	Option Scientifique	Coef.	Option Économique	Coef.	Option Technologique	Coef.	Option Littéraire	Coef.
Contraction de texte	Épreuve HEC	2	Épreuve HEC	2	Épreuve HEC	2	Épreuve HEC	2
Première langue	IENA	6	IENA	6	IENA	4	IENA	6
Deuxième langue	IENA	5	IENA	5	IENA	3	IENA	4
Dissertation de culture générale	Épreuve ESC	5	Épreuve ESC	5	Épreuve ESC	4	-	
Dissertation littéraire	-		-		-		Épreuve ESSEC	5
Dissertation philosophique	-		-		-		Épreuve ESSEC	5
Mathématiques	Épreuve EDHEC	6	Épreuve EDHEC	5	Épreuve ESC	4	-	
Histoire, Géographie et Géopolitique	Épreuve ESC	6	-		-		-	
Analyse économique et historique	-		Épreuve ESC	7	-		-	
Économie-Droit	-		-		Épreuve ESC	5	-	
Histoire	-		-		-		Épreuve ESCP-EAP	4
Gestion-Management	-		-		Épreuve ESC	8	-	
Épreuve à option							Épreuve ESSEC	4
<b>Total coefficients</b>		<b>30</b>		<b>30</b>		<b>30</b>		<b>30</b>

À l'issue des épreuves écrites, le jury d'admissibilité de l'INSEEC se réunit et arrête la liste des candidats admissibles. Ceux-ci sont convoqués soit à Paris soit à Bordeaux en fonction de l'académie d'appartenance de leur classe préparatoire et d'une décision arrêtée par le jury d'admissibilité, dans le but d'équilibrer au mieux les calendriers de passage. Des dérogations sont possibles sur demande expresse du candidat. Les résultats d'admissibilité sont transmis aux candidats dès la mi-juin.

## Les épreuves orales

Les épreuves orales se déroulent sur une journée, soit à Paris soit à Bordeaux. Les jurys sont composés de manière équilibrée de professeurs de classes préparatoires, de cadres d'entreprises, d'enseignants ou d'Anciens Élèves de l'INSEEC.

Les épreuves orales de l'INSEEC ont un double objectif:

- discerner l'aptitude du candidat à réussir et bénéficier pleinement des projets et programmes qui lui seront proposés: ouverture internationale, goût pour la communication et l'argumentaire, esprit d'entreprendre, sens de l'équipe...
- susciter une première rencontre entre le candidat et l'École.

	Entretien individuel	Entretien collectif	Langues Vivantes 1	Langues Vivantes 2	TOTAL
Coefficients INSEEC - Paris - Bordeaux	12	6	7	5	30

## L'admission et l'inscription

L'inscription se fait par la procédure centralisée SIGEM 2010.

Quel que soit votre rang de classement (liste principale + liste complémentaire), c'est vous qui déciderez d'intégrer soit PARIS, soit BORDEAUX.

# LES LEXIQUES DE L'INSEEC

COLLECTION DIRIGÉE PAR  
ERIC COBAST

Les « Lexiques de l'INSEEC » viennent compléter le dispositif conçu au service des étudiants initié par « Les Mémentos ». Ils ont été rédigés par une équipe de professeurs des Classes Préparatoires et des Grandes Écoles, particulièrement sensibles aux difficultés rencontrées par les candidats. L'ambition de ces « Lexiques » n'est pas évidemment de se substituer d'une manière ou d'une autre aux cours annuels mais de proposer tout simplement des instruments efficaces pour réussir les concours.

## Collection Les Lexiques de l'INSEEC 2010

- N°1: Les mots de... la Vie
- N°2: Lexique de Géopolitique
- N°3: Lexique d'Anglais
- N°4 : Lexique d'Analyse économique et sociale
- N°5 : Formulaire de Mathématique (voie S)
- N°6 : Astuces pour l'épreuve de Mathématique (voie E)



INSEEC  
Secrétariat de la Collection Les Lexiques  
H16 – quai de Bacalan – CS 9104  
33070 Bordeaux CEDEX  
Tél. : 05 56 01 77 26

[www.inseec-france.com/mementos](http://www.inseec-france.com/mementos)